

CHRONIQUE

Secours aux enfants.

II^{me} Congrès international des Œuvres de secours aux enfants des pays éprouvés.

La X^{me} Conférence internationale de la Croix-Rouge avait à peine clos sa session que le II^{me} Congrès des œuvres de Secours aux enfants des pays éprouvés s'ouvrait à Genève à la Salle communale de Plainpalais.

Ce congrès, qui réunissait 159 participants de 36 pays, dont 9 représentants de Gouvernements et 22 de Croix-Rouges nationales se différenciail du premier congrès tenu en février 1920 par le caractère nettement pratique de ses délibérations. Le premier congrès avait principalement pour but de dresser un tableau d'ensemble de la détresse des enfants en Europe et dans le proche Orient. Une dizaine de commissions spécialisées pays par pays, avaient permis de jeter les bases de ce tableau et d'orienter par conséquent les donateurs vers les besoins les plus urgents de l'enfance. Pendant toute l'année 1920, l'Union internationale de secours aux enfants a continué le travail ébauché par le premier congrès, et les enquêtes ouvertes par les délégués du Comité international de la Croix-Rouge dans les différents points les plus atteints ont permis de se faire une idée sinon complète, du moins suffisante, des différents degrés de la détresse des enfants.

26 millions de francs suisses ont été collectés et répartis dans le cours de l'exercice.

Il s'agissait au II^{me} Congrès de déterminer les meilleures méthodes de secours aux enfants, et d'envisager l'avenir de l'Union. Cette consultation s'est révélée très fructueuse. 15 résolutions ont été votées, la plupart sur les méthodes de secours : entretien partiel (repas scolaires, paquets de vivres), entretien total (hospitalisation, adoption), secours médicaux (sanatoriums, préventoriums, dispensaires, lutte contre la tuberculose), secours aux enfants réfugiés russes, etc.

L'Union internationale de secours aux enfants tend à évoluer de la façon suivante : fondée pour venir en aide aux enfants des

CHRONIQUE

Secours aux enfants.

pays éprouvés par la guerre, elle s'est proposée d'abord uniquement de recueillir de l'argent et d'en distribuer. Peu à peu les Comités collecteurs nationaux sur lesquels ils s'appuient, ont changé de caractère. Alors que les premiers, tels que le comité anglais « The Save the Children Fund », le Comité suédois le « Rädde Barnen », le Comité suisse et le Comité français étaient composés, avant tout, de philanthropes ardemment dévoués à la cause internationale, et s'étaient voués à la tâche exclusive de recueillir des fonds pour les enfants des autres pays que le leur, les nouveaux Comités qui se sont constitués ont revêtu de préférence un caractère représentatif. Composés de délégués des principales œuvres nationales protectrices de l'enfance, ils constituent en quelque sorte chacun une « centrale » de toutes les institutions s'occupant de l'enfance de tel ou tel pays. Ces centrales organisent des collectes comme les autres Comités nationaux, mais avec le but de venir en aide en premier lieu aux enfants de leur propre pays en affectant un pourcentage au secours en faveur des enfants des autres pays. L'Union internationale de secours aux enfants tend donc à devenir une fédération des œuvres pour la protection de l'enfance dans tous les pays du monde avec un fonds de secours international, constitué par les subventions versées par les différents pays pour parer aux nécessités les plus urgentes quelle que soit l'origine des besoins, conséquences de la guerre, ou calamités publiques.

Parmi les vœux adoptés au II^{me} Congrès, figure une résolution tendant à la création d'un Office international de la protection de l'enfance. Le Comité exécutif de l'Union a été invité à faire toutes les démarches utiles, de concert avec le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, en vue de la création de cet office. La même question se trouve portée à l'ordre du jour du II^{me} Congrès international de la Protection de l'enfance, qui doit se tenir à Bruxelles du 18 au 22 juillet prochain, et il y a tout lieu d'espérer que Genève et Bruxelles sauront se mettre d'accord pour la constitution, sous l'égide de la Société des Nations, d'un office qui répond si bien aux nécessités de l'heure présente.

E. C.

CHRONIQUE

Secours aux enfants.

Texte des résolutions adoptées.

Hospitalisation en pays étranger.

1. — Le Congrès reconnaît la valeur du secours sous la forme de l'hospitalisation en pays étranger comme mesure extraordinaire. Toutefois il ne la recommande que :

1^o lorsqu'elle ne vise qu'un nombre limité d'enfants soigneusement choisis ;

2^o lorsque le séjour est d'une durée de plusieurs mois ;

3^o à la condition que les « hébergeurs » fassent revenir, s'ils ont l'intention de renouveler leur offre d'hospitalité, l'enfant qu'ils ont déjà eu chez eux, plutôt que d'en demander un autre ¹ ;

4^o lorsque le séjour se fait dans un pays avoisinant le pays dont l'enfant est originaire.

Adoption par photos-cartes.

2. — Le système des photos-cartes doit être limité à un nombre restreint d'enfants représentant des cas particuliers. Ils devront être choisis par les œuvres nationales et de préférence parmi les enfants vivant dans leur famille.

Entretien partiel.

3. — Le Congrès préconise la méthode de secours de l'entretien partiel, et souhaite la voir appliquée à des catégories d'enfants n'ayant pu être compris dans les distributions organisées par les grandes sociétés de secours existantes.

Il juge désirable :

1^o que la limite d'âge puisse être reportée jusqu'à 17 ans révolus ;

2^o que les enfants de 4 à 6 ans ne soient pas astreints à venir aux centres de distribution et qu'on ait recours de préférence, en ce qui les concerne, à la distribution périodique de paquets de vivres.

¹ Ce paragraphe 3 a fait l'objet des plus expresses réserves de la part de plusieurs congressistes qui estiment nécessaire, au contraire, de faire bénéficier de l'hospitalisation, chaque fois, de nouveaux enfants.

CHRONIQUE

Secours aux enfants.

Le Congrès recommande de :

- a) donner aux œuvres de secours, autant que possible, des marchandises plutôt que de l'argent ;
- b) faire acheter sur place ou dans les pays avoisinants tout ce qui peut être fourni par ceux-ci ;
- c) confier l'administration et la distribution des secours aux organes nationaux, sous le contrôle d'un représentant de l'action étrangère se portant garant vis-à-vis des donateurs.

Vêtements.

4. — Dans le double but de procurer du travail aux chômeurs nationaux et des vêtements aux enfants, le Congrès préconise la création d'ouvriers dans les pays éprouvés, partout où les conditions de ces pays le permettent, et la fourniture du matériel nécessaire à ces ouvriers. Les ouvriers devront être contrôlés par un représentant des sociétés donatrices.

L'expédition de vêtements déjà confectionnés peut être justifiée dans les cas suivants :

- a) vêtements donnés (neufs ou usagés) ;
- b) vêtements provenant d'un stock ayant pu être cédé à des conditions particulièrement avantageuses ;
- c) vêtements confectionnés par des ouvriers où le travail est volontaire.

Dans ces trois cas, il est préférable de vendre les vêtements à prix réduits plutôt que de les donner tout à fait gratuitement.

Secours médicaux.

5. — Le Congrès invite l'Union à diriger son activité vers les œuvres sociales de prévention de la tuberculose (écoles de plein air, propagande antituberculeuse, etc.), en coopération avec les ligues nationales et internationales existantes, ainsi que vers les œuvres s'occupant de la période post-tuberculeuse (établissements pour cure-travail et apprentissage à la campagne, colonies agricoles et maraîchères, etc.). Il recommande à l'Union de soutenir les consultations de nourrissons, les gouttes de lait, les pouponnières, etc.

Mouvement de la jeunesse.

6. — Le II^{me} Congrès des œuvres de secours aux enfants des pays éprouvés par la guerre est favorable à l'union de toutes les jeunesses désireuses de soulager les misères de leurs frères, et demande aux corps enseignants des différents pays d'être favorables à ce projet.

CHRONIQUE

Secours aux enfants.

Dispensaires.

7. — Le Congrès confie aux soins du Comité exécutif de l'U. I. S. E. l'étude d'une nouvelle manière de porter secours aux enfants par le moyen de dispensaires d'hygiène sociale et de protection de l'enfance, dans lesquels on devrait faire :

- a) l'éducation pratique des mères ;
- b) la visite médicale des enfants ;
- c) la distribution des vêtements, des aliments, etc., offerts par les différents Comités nationaux de l'U. I. S. E.

Avec l'aide des dames visiteuses, on pourrait ainsi surveiller la vie des enfants et pourvoir à tous leurs besoins d'assistance.

Il est à souhaiter que les adoptions par photos-cartes continuent, sous cette même surveillance, les dispensaires qu'on devrait fonder, ce qui les rendrait plus utiles encore. Ces dispensaires devraient rester des institutions permanentes capables de vivre, dans la suite, de leur propre vie, avec leurs propres moyens.

Coordination générale.

8. — Afin de réaliser pratiquement la coordination générale des œuvres de secours aux enfants des pays éprouvés par la guerre, le Congrès recommande à toutes les organisations de rester en contact avec les représentants de l'U. I. S. E. dans les pays éprouvés. Ceux-ci de leur côté, connaissant parfaitement le champ d'activité de chacune de ces organisations, ne porteront à la connaissance de l'U. I. S. E. les besoins de catégories d'enfants qu'ils estimeront ne pas avoir été suffisamment secourus que lorsqu'ils se seront assurés au préalable que les organisations existantes ne peuvent faire rentrer cette catégorie d'enfants dans le champ de leur activité. L'U. I. S. E. pourra alors étudier les moyens les plus favorables pour porter secours à des enfants dont aucune organisation existante n'est en mesure d'assumer la responsabilité.

Vœu tendant à la constitution d'un Office international de la protection de l'enfance.

9. — Le deuxième Congrès international des œuvres de secours aux enfants, considérant :

1° la résolution votée par l'Assemblée de la S. D. N., le 18 décembre 1920 :

« L'Assemblée, désirant prêter son appui à l'œuvre si urgente de secours aux enfants de tous les pays éprouvés par la

CHRONIQUE

Secours aux enfants.

guerre, invite le Conseil à examiner par quel moyen l'autorité morale de la S. D. N. pourrait être mise, dans le plus bref délai possible, au service de cette cause humanitaire » ;

2^o les articles 23 (paragraphe *ac*) et 25 du Pacte de la S. D. N. qui témoignent de l'intérêt marqué par les membres de la Société, d'une part, à la situation de l'enfant, de l'autre aux organisations volontaires nationales de la Croix-Rouge ;

3^o les résolutions votées à la X^{me} Conférence internationale de la Croix-Rouge, les 5 et 6 avril 1921, qui font de la protection de l'enfance une des tâches principales des Sociétés de la Croix-Rouge et qui invitent le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge à rechercher le contact et la coopération avec les grandes associations internationales de secours ;

adresse ses remerciements les plus chaleureux, au nom de l'enfance éprouvée, à l'Assemblée de la S. D. N. et à la X^{me} Conférence internationale de la Croix-Rouge ;

émet le vœu qu'un Office international de la protection de l'enfance soit établi sous l'égide de la S. D. N. ;

invite le Comité exécutif de l'U. I. S. E., le C. I. C. R. et la Ligue des S. C. R. à faire toutes les démarches utiles, au double point de vue juridique et pratique, en vue d'aboutir à la création de cet Office, en associant à ses démarches les organisations internationales de protection de l'enfance qui existaient déjà.

Education.

10. — *a)* Le Congrès estime que les questions d'éducation doivent être laissées à la compétence et à la responsabilité des organes nationaux et désire ne pas entrer dans des considérations de cet ordre. Toutefois en ce qui concerne les questions d'éducation des enfants des réfugiés de toutes nationalités, il envisage favorablement de consacrer une partie des ressources à faciliter l'enseignement à donner dans les camps de concentration créés pour ces enfants. Le Congrès, cependant, reconnaissant l'opportunité de ne pas négliger le développement intellectuel des enfants dans les pays éprouvés par la guerre, recommande aux œuvres de secours l'envoi de jouets et de matériel scolaire dans les orphelinats et institutions d'enfants analogues.

b) En raison de l'importance très grande de mettre les enfants à même de gagner leur vie, afin qu'ils ne dépendent

CHRONIQUE

Secours aux enfants.

pas plus longtemps que ce n'est absolument nécessaire de la charité étrangère, le Congrès approuve et encourage toute aide qui pourra être donnée aux écoles professionnelles existant dans les pays éprouvés par la guerre, toutes les fois qu'il s'agira d'assurer l'existence de ces écoles dans la mesure où les questions vitales sont en jeu.

La jeunesse qui reçoit une éducation professionnelle, qu'il s'agisse de travail intellectuel ou manuel, doit être soutenue de telle façon qu'elle soit en état d'achever son éducation professionnelle.

c) Etant donné que le travail industriel des enfants est réglementé par la loi dans la plupart des pays, ce serait attenter aux lois du pays intéressé que d'employer des enfants comme travailleurs industriels dans l'intérêt d'une action quelconque de secours à l'enfance, même si ce travail est exécuté dans des entreprises de bienfaisance et non des entreprises lucratives.

Enfants russes.

11. — a) Le Congrès déclare que la question des enfants des réfugiés russes dépasse de beaucoup les possibilités de la charité privée et que la question ne peut être séparée de celle des adultes. Il recommande à l'Union d'insister auprès des Gouvernements pour qu'ils prennent la question en main.

b) Le 2^{me} Congrès, considérant que le secours à porter aux enfants des réfugiés russes se rattache au secours à porter aux enfants en Russie, mais que ces deux tâches, tout en ayant un but commun, comportent des moyens d'action différents que les conditions actuelles de la Russie rendent encore plus difficile ; afin de ne pas retarder par cette association même le concours pressant dû aux enfants des réfugiés russes, estime qu'il faut séparer les deux tâches, tout en formant le vœu que l'organisation des secours en Russie puisse plus vite trouver sa consécration pratique.

Vu que la situation actuelle des enfants réfugiés russes demande des secours d'urgence, le Congrès estime nécessaire de continuer les efforts de l'Union en leur faveur.

Appel à l'Australie.

12. — Le Congrès, confiant dans l'aide que l'Australie est susceptible d'apporter au mouvement de secours aux enfants, invite le Comité exécutif de l'Union à adresser un pressant

CHRONIQUE

Secours aux enfants.

appel à l'Australie et aux autres Dominions en faveur des enfants.

Remerciements à l'œuvre américaine.

13. -- Le 2^{me} Congrès des œuvres de secours aux enfants, ayant entendu le capitaine Quinn, représentant de l'American Relief Administration European Children's Fund, adresse à M. Herbert Hoover et à ses collaborateurs ses plus chaleureux remerciements pour le magnifique effort des Etats-Unis en faveur de l'enfance souffrante.

Le Congrès et la Société des Nations.

14. -- Le 2^{me} Congrès des œuvres de secours aux enfants des pays éprouvés par la guerre invite le Comité exécutif de l'Union internationale de secours aux enfants :
- a) à communiquer au Conseil de la Société des Nations les résolutions du Congrès ;
 - b) à attirer, par un mémoire résumant ces résolutions, l'attention de l'Assemblée de la Société des Nations, lors de sa prochaine session au mois de septembre de l'année courante, sur le but humanitaire poursuivi par l'Union internationale de secours aux enfants.

Appel aux gouvernements des pays assistés.

15. -- Le Congrès recommande aux œuvres de secours d'insister auprès des Gouvernements des pays assistés pour qu'ils prennent dans la mesure du possible les engagements suivants :
- a) que les frais d'administration des distributions de secours soient à leur charge ;
 - b) de céder en faveur des œuvres de secours travaillant dans le pays intéressé les stocks dont ils disposent, aux prix les plus avantageux ;
 - c) d'assurer le transport libre et le dédouanement de tout envoi de secours destiné aux enfants du pays intéressé ;
 - d) de s'engager à favoriser la continuation de l'œuvre de secours commencée et de leur assurer une complète autonomie.

En ce qui concerne les œuvres privées, le Congrès recommande de subventionner de préférence les œuvres privées nationales dont les œuvres étrangères pourront se porter garantes, plutôt que les œuvres étrangères elles-mêmes, afin de mettre les premières à même de se reconstituer et de permettre ainsi aux autres de se retirer.